

LA LUTTE OUVRIERE

Abonnements :
1 an 12. »
6 mois 6. »

Compte chèque postal :
Dépafire
N° 1891-14
Paris



Organe hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (BOLCHEVICK-LÉNINISTE). — SECTION FRANÇAISE DE LA IV^e INTERNATIONALE

Contre la provocation patronale :
Organisation du contrôle ouvrier sur la production par un Congrès des délégués d'entreprises !

Contre les fascistes de France et d'Espagne action solidaire du prolétariat international !

LA REVOLUTION ESPAGNOLE EN DANGER !

Aux ouvriers français d'aider le prolétariat ibérique

Le grand capital contre-attaque. En Espagne, la molesse du gouvernement Giral-Azana, l'esprit de conciliation, de compromis, de trahison ont permis aux troupes fascistes de reprendre Irun et de menacer Saint-Sébastien et Bilbao. Le prolétariat espagnol en lutte pour le socialisme a commencé à se débarrasser des chefs petits bourgeois après la chute d'Irun.

Le gouvernement socialiste, communiste de Caballero représente un glissement à gauche. Mais quelle est sa base ? Le Parlement espagnol est une pure fiction, n'existe plus. Devant qui un gouvernement peut-il être responsable ? Devant Azana ? Non, le pouvoir en Espagne doit passer entre les mains des ouvriers et des paysans ! Le gouvernement Caballero n'aura qu'un temps. La victoire ne viendra qu'avec un gouvernement représentant les ouvriers et les paysans pauvres, responsable devant les milices armées, les comités d'entreprises, les juntas ouvrières et paysannes.

La Révolution espagnole est en danger ! Rompre avec les radicaux et la bourgeoisie, n'accorder confiance qu'aux masses ouvrières armées, apporter aux masses le programme hardi de l'expropriation de la bourgeoisie et de la reconstruction socialiste, briser avec une main de fer la résistance contre-révolutionnaire, voilà le salut ! Seuls des traités conscients peuvent parler de défense de la République bourgeoise et de « Front national espagnol ».

La situation militaire a subi quelques changements au profit des fascistes, il serait criminel de le nier. Mais ces succès locaux se sont facilement annihilés si le prolétariat espagnol rejette tous les compromis, s'il se lève en masse pour un programme révolutionnaire qui groupe toutes les masses exploitées, s'il établit une implacable dictature sur l'ennemi de classe. Arrière les conciliateurs ! Seule l'Espagne soviétique peut vaincre !

Les responsabilités du prolétariat français sont énormes, et il le sait. La révolution espagnole n'est pas un phénomène national isolé : c'est l'avant-garde de la révolution socialiste européenne, et avant tout de la révolution française !

Tout le fascisme mondial le sait, Hitler, La Rocque et Doriot en tête. C'est pourquoi ils se lancent dans une contre-attaque furieuse. A l'alliance internationale des classes réactionnaires et fascistes contre la révolution, nous devons opposer l'internationalisme prolétarien. Mais comment ?

Blum et la S.F.I.O. qui gouvernent pour le compte de l'Etat bourgeois restent « neutres ». Cela ne peut pas nous étonner. C'est pourquoi il est vain de s'adresser à Blum pour qu'il aide le prolétariat espagnol. Le Parti communiste mène une campagne pour le soutien des ouvriers espagnols ; mais il se borne à des cris à l'adresse de Blum, qu'il veut abattre pour le remplacer par un gouvernement d'Union nationale. Pourquoi ne réagit-il pas directement le soutien, alors qu'il en a les moyens ?

Thorez raconte qu'il a proposé aux S.F.I.O. d'envoyer 10 avions. Si la S.F.I.O. refuse, pourquoi le P. C. ne les envoie-t-il pas

lui-même ? Pourquoi ne soutient-il pas notre proposition d'organiser par les ouvriers des envois d'armes, de les convoier jusqu'à la frontière, d'alerter les cheminots, etc. ?

Parce que Thorez et Cie prétendent aider la bourgeoisie radicale espagnole et la « République » et non le prolétariat. Or, ils veulent envoyer des avions à Azana, et non aux milices ouvrières !

Blum et toute la bourgeoisie, dont il est le prisonnier, déclarent que l'intervention, c'est la guerre. Cette attitude est complètement fautive. D'abord, nous ne demandons pas l'intervention du Gouvernement, auquel nous n'accordons pas la moindre confiance. Ensuite, plus la révolution avancera, plus sera active et concrète la solidarité des prolétariats, plus le danger de guerre impérialiste reculera. Hitler et Mussolini craignent les ouvriers espagnols et français, parce qu'ils craignent la contamination de l'esprit révolutionnaire. A leurs menaces, le prolétariat doit opposer des appels et une action pour la fraternisation des soldats et marins de tous les pays. Ce n'est pas vrai qu'Hitler se jettera sur la France parce que les ouvriers français aideront les ouvriers espagnols. Et si Hitler envoie des navires nombreux devant Barcelone ou Valence, alors, nous rappellerons l'exemple des bolchéviks russes et roumains et des marins français de la flotte de la Mer Noire. N'aurait-on pas déjà assisté, cette semaine, à des soulèvements sur deux navires de guerre portugais ?

La Russie s'est rangée à l'attitude des autres gouvernements bourgeois. Au moment où il fallait

fusiller la vieille garde bolchévique, Staline interdisait les collectes en URSS, et lui aussi réalisait le « blocus » de l'Espagne. M. Vaillant-Couturier reprend pour la Russie l'argument de Blum pour la France : l'intervention de l'URSS signifierait la guerre. Mais il ne vaut pas mieux. La révolution espagnole triomphante serait le plus sûr appui pour les ouvriers russes, ce serait le coup le plus rude porté à Hitler. En tout cas, l'argument de Vaillant-Couturier montre toute la mauvaise foi des attaques stalinienne contre Blum.

Les fascistes français attaquent à leur tour. Depuis deux mois, nous avons mis à nu le plan du patronat, sa volonté de provoquer dès septembre-octobre les ouvriers. A ce moment, Thorez et autres préchent le Front français et cherchent à abattre Blum.

Nous posons la question autrement.

Nous disons : Blum est paralysé par les radicaux. Il faut rompre le bloc avec les radicaux ! C'est Delbos, Rucart, Daladier, qui imposent leur politique. A bas les ministres radicaux ! Et puisque Thorez prétend qu'il faut agir dans le cadre de l'Etat capitaliste, puisqu'il accuse Blum de faiblesse, eh bien, que le Parti communiste prenne ses responsabilités au gouvernement avec les socialistes !

Nous n'accorderons pas plus de crédit à ce gouvernement qu'aux précédents. Mais cela mettra à nu la manœuvre cynique des chefs stalinien.

L'heure est à l'action commune des ouvriers français et espagnols. A nouveau, nous proposons que les délégués d'usine se réunissent

avec les responsables syndicaux (métaux, cheminots, etc.), qu'ils examinent concrètement le moyen de réunir des armes et de les transporter en Espagne ! Qu'une vaste campagne pour le soutien de cette action soit faite par des Comités de soutien de la Révolution espagnole, que des organismes de contrôle soient mis debout, que l'argent soit collecté avec énergie ! Il n'y a pas d'autre voie pour triompher.

Contre Doriot et La Rocque milices ouvrières !

La Rocque et Doriot déclanchent leurs provocations. Les Ligues fascistes continuent à exister. Elles viennent sans coup férir d'occuper la préfecture du Puy-de-Dôme, sous la protection du préfet et dirigées par Michelin et les Croix de feu.

L'EXPERIENCE DE L'ESPAGNE DOIT SERVIR ! Il n'y a plus une heure à perdre pour constituer des milices ouvrières, pour organiser la défense active, par entreprise et par quartier. Les Comités d'usine, les Comités locaux doivent organiser la surveillance de l'ennemi, riposter avec organisation, et briser immédiatement eux-mêmes toute tentative fasciste. En France comme en Espagne, pour la sauvegarde du prolétariat, milices ouvrières !

Chacun sent que, dans ces conditions, il est impossible d'ajouter foi aux déclarations inouïes obtenues des accusés.

Nous proclamons que la classe ouvrière a le droit de savoir la vérité !

Appel pour la Commission d'enquête internationale sur le procès de Moscou

Camarades,

Le 25 août dernier, Zinoviev, premier président de l'Internationale communiste, Kaméniév, ex-président du Soviet de Moscou, Mratchkovsky, Smirnov, Tervaganian, Bakalev, Evdomikov, tous artisans de la première Révolution victorieuse de notre temps, fondateurs de la III^e Internationale, ont été exécutés avec d'autres militants ouvriers par le gouvernement de Staline. Trotsky, organisateur de l'armée rouge, condamné à mort, et Michael Tomski, président de la C.G.T. russe, acculé au suicide.

Tout ouvrier révolutionnaire, tout homme raisonnable, ne peut qu'être profondément troublé et indigné par l'étrange et tragique procès de Moscou, d'où furent brutalement écartées les organisations ouvrières internationales et où aucune preuve matérielle ne fut apportée à l'appui des accusations les plus invraisemblables.

Au moment même où l'on annonce l'introduction d'une nouvelle Constitution qui garantit l'inviolabilité de la personne, la liberté de parole, de pensée, de réunion aux anciens policiers tsaristes, aux curés et exploités, on fait condamner par un tribunal militaire composé de trois fonctionnaires officiels, les anciens bolchéviks, les compagnons de Lénine, sans défenseurs, sans le moindre contrôle ouvrier international, sans préparation, dans une ambiance qui pue la provocation policière. Et l'on annonce que d'autres militants russes seront traités de la même manière, s'il plaît à Staline.

Chacun sent que, dans ces conditions, il est impossible d'ajouter foi aux déclarations inouïes obtenues des accusés.

Nous proclamons que la classe ouvrière a le droit de savoir la vérité !

Seuls, des nationalistes réaction-

naires, reniant totalement l'internationalisme prolétarien, peuvent refuser à la classe ouvrière internationale le droit de connaître les faits précis, les conditions exactes et les motifs véritables de l'épouvantable exécution de Moscou.

Aussi, les travailleurs révolutionnaires n'ont-ils pu qu'approuver l'intervention de la grande organisation de la classe ouvrière, la Fédération Syndicale Internationale qui avec l'I.O.S., a demandé que des garanties élémentaires fussent accordées aux militants accusés.

Le refus brutal du Gouvernement de Staline et sa hâte suspecte à exécuter les militants du mouvement communiste, ne font que rendre plus nécessaire cette intervention des organisations ouvrières internationales.

Cette intervention s'impose avec d'autant plus de force, lorsque l'on sait que des nouvelles exécutions en masse se préparent en Russie et que, par centaines, des militants du mouvement ouvrier russe sont suspectés, arrêtés, ou « suicidés ». On menace Rikov, ancien président du Conseil des commissaires du peuple, Boukharine, Radek, Piatakov, Ouglanov, Kollontai, etc., et la veuve de Lénine, la camarade Nadjda Kroupskaïa. En un mot, tous ceux qui conduisirent le prolétariat russe à la victoire d'octobre 1917 sont exterminés ou menacés d'extermination.

La première démarche de la F. S. I. et de l'I. O. S. perdrait tout son sens, si, après le refus de Staline, elle ne se continuait pas par la création d'une Commission chargée d'assurer elle-même les garanties élémentaires qu'elle réclamait justement. Après avoir réclamé ces garanties pour ceux qui sont morts faute de les avoir eues, la F. S. I. se doit d'éclaircir le mystère tragique du procès et de la fusillade de Moscou.

Seule, une COMMISSION OUVRIERE INTERNATIONALE à la constitution de laquelle les organisations ouvrières se doivent de travailler de suite, représentant toutes garanties d'impartialité, c'est-à-dire complètement indépendante du Gouvernement de Staline, peut délivrer les travailleurs révolutionnaires du doute terrible qui les étirent et leur apporter la clarté qu'ils réclament.

Quant à nous, militants révolutionnaires, qui considérons comme notre devoir impérieux la défense de la classe ouvrière russe contre la réaction et contre le fascisme, nous qui considérons comme notre devoir impérieux la défense des conquêtes socialistes d'octobre 1917 et la défense de la démocratie prolétarienne, nous n'avons plus le moindre doute sur la signification véritable des exécutions du 25 août.

Nous disons aux travailleurs : Bien loin d'être un acte de défense de la révolution russe, la fusillade de Moscou est un monstrueux attentat contre la classe ouvrière russe et contre la classe ouvrière du monde entier.

Au moment où la contre-révolution engage une offensive acharnée, menée par tous les moyens, même les plus vilains, contre le prolétariat international, contre tous ceux qui entendent lutter contre le capitalisme fasciste ou « démocratique » pour et par la révolution socialiste, contre tous ceux qui veulent le triomphe du socialisme

A notre meeting, 2000 travailleurs flétrissent le crime de la bureaucratie stalinienne

